



CENTRE INTERNATIONAL
DE FORMATION DE L'OIT

CC71/4
71^e session

Conseil du Centre

Turin, 5-6 novembre 2009

POUR INFORMATION

QUATRIÈME QUESTION À L'ORDRE DU JOUR

**Rapports du Comité de la formation
syndicale**

et du

**Comité sur les activités de formation
pour les employeurs**



CENTRE INTERNATIONAL
DE FORMATION DE L'OIT

Conseil du Centre

CC71/4/a
71^e session

Turin, 5-6 novembre 2009

POUR INFORMATION

QUATRIÈME QUESTION À L'ORDRE DU JOUR

Comité de la formation syndicale du Centre international de formation de l'Organisation internationale du Travail

**Rapport de synthèse de la 28^e session,
tenue les 12 et 13 mai 2009**

INDEX

	PAGE
Membres du Comité et observateurs	4
Ordre du jour	5

	PARAGRAPHE
Introduction	1 – 82
Activités de formation syndicale en 2008 et 2009	
Présentations et discussions	
Propositions de programme pour 2010 et 2011	
Discussions	
Conclusions	83

ANNEXES	PAGE
A. Programme pour 2008	21
B. Programme pour 2009	31
C. Cours proposés pour 2010	41
D. Plans prévus à titre provisoire pour 2011	45

Rapport de synthèse de la 28^e session du Comité de la formation syndicale

**Tenue les 12 et 13 mai 2008 au
Centre international de formation de l'OIT, Turin**

Membres présents:

Abdelmadjid Sidi Saïd (Président du groupe des travailleurs)
Nitte M. Adyanthaya (membre du groupe des travailleurs)
Arnaldo Souza Benedetti (membre du groupe des travailleurs)
Cinzia Del Rio (membre du groupe des travailleurs)
Bah Rabiathou S. Diallo (membre du groupe des travailleurs)
Guagping Jiang (membre du groupe des travailleurs)

Raquel González (Secrétaire du groupe des travailleurs)

Dan Cunniah (Directeur d'ACTRAV-Genève)
Raghwan Raghwan (ACTRAV-Genève)

François Eyraud (Directeur du Centre de l'OIT de Turin)
Antonio Graziosi (Directeur de la formation, Centre de l'OIT de Turin)

Giacomo Barbieri (Secrétaire du Comité de la formation syndicale)

Observateurs

R. Poppe	Technologies de l'apprentissage et de la communication
M. Cerdeiro	PRODEV
C. Diop	PRODEV
Y. Tzvetkova	PRODEV
D. Bertino	SOC DIAL
F. Fonseca	SOC DIAL
A. Chiarabini	NORMES
T. Marchandise	ACT/EMP
G. Forgues	SOC PRO
N. Serrière	EMP/SKILLS
V. Nebuloni	SDTI
M. Bacha	COORD

ORDRE DU JOUR

Lundi 11 mai

- 18.00-19.00 Vérification de l'ordre du jour et préparation de la réunion
20.00 Dîner officiel au restaurant du Centre

Mardi 12 mai

- 09.00-11.00 Session du Groupe des travailleurs sur les perspectives et défis du Programme
11.00-11.15 Pause café
11.15-11.30 Discours de bienvenue du Président du Groupe des travailleurs et du Directeur du Centre et approbation de l'ordre du jour
11.30-12.00 Remarques liminaires de Dan Cunniah et Raquel González
12.00-13.30 Rapport sur les activités de formation réalisées en 2008 et discussion
13.30-14.30 Déjeuner buffet au restaurant du Centre
15.15-16.00 Rapport sur les activités de formation de 2009, propositions pour 2010 et plans indicatifs pour 2011
16.00-16.15 Pause café
16.15-17.45 Discussion et délibérations
20.00 Dîner

Mercredi 13 mai

- 09.00-11.00 Rencontres avec les programmes techniques
 Entreprise, microfinance et développement local 30'
 Protection sociale 30'
 ILS/FPR 30'
 PRODEV 30'
11.00-11.15 Pause café
11.15-12.15 Résumé du Groupe des travailleurs
12.15-13.15 Rencontre de clôture avec le Directeur
13.30 Déjeuner buffet au restaurant du Centre

Introduction

1. *Le Président, M. Abdelmadjid Sidi Saïd*, ouvre la réunion en souhaitant la bienvenue au Directeur, à tous les membres du Comité, ainsi qu'au personnel du Centre de Turin. En particulier, il accueille M. Giacomo Barbieri à son premier Comité de la formation syndicale en tant que chef du Programme des activités pour les travailleurs.
2. Il souligne l'importance de cette réunion du Comité de la formation syndicale après la déclaration conjointe des groupes des employeurs et des travailleurs sur le Centre international de formation de l'OIT, présentée en mars 2009 au Conseil d'administration du BIT à Genève. Il ajoute que les mêmes problèmes sont soulevés dans de nombreuses réunions, tant à Genève qu'à Turin, en ce qui concerne le financement des activités du Centre et l'intégration complète de celui-ci avec le siège de l'OIT. Il rappelle que le moment est venu d'avoir une vision différente quant à l'avenir du Centre, en particulier maintenant que la contribution volontaire du gouvernement italien a baissé et que certains gouvernements manquent de motivation envers le Centre. Il confirme que le Comité est conscient des risques impliqués par le processus de privatisation croissante du Centre. Il insiste sur l'importance de la formation offerte par Turin aux organisations syndicales du monde entier et sur la nécessité de présenter, lors de la prochaine réunion du Conseil d'administration en novembre 2009, des propositions concrètes soutenues par un travail de pression efficace et utile du groupe des travailleurs dans le processus de prise de décisions, et ce sans tergiversations diplomatiques afin d'assurer un flux de ressources stable et prévisible vers le Centre.
3. Il rappelle que, comme le dit la déclaration conjointe des groupes des employeurs et des travailleurs, le Directeur du Centre est invité à soumettre à la session du Conseil du Centre de novembre 2009, un document présentant un plan cohérent et stratégique sur le renforcement des capacités des mandants de l'OIT. Le groupe des travailleurs entend faire partie de ce processus. Le Président invite le Directeur à parler au nom du Centre.
4. *Le Directeur du Centre, M. François Eyraud*, souhaite la bienvenue au nouveau comité et au nouveau chef d'ACTRAV-Turin. Il remercie le groupe des travailleurs de son appui continu. Il réaffirme que le soutien au groupe des travailleurs fait partie du mandat de l'OIT et que le Centre de Turin attache une grande importance, notamment en termes de financement, aux activités de formation mises en œuvre par ACTRAV.
5. Il invite le Comité à commenter le nouveau programme sur l'administration et l'inspection du travail (LAB/ADMIN) mis en place à Genève. Ce programme pourrait venir en aide aux mandants (employeurs, travailleurs et gouvernements) et leur apporter des ressources supplémentaires.
6. Le Directeur informe le Comité de la situation financière actuelle du Centre. Il confirme la réduction du financement italien pour les deux prochaines années. Grâce aux économies réalisées l'année précédente et à la fin du biennat, la situation semble être sous contrôle pour l'exercice en cours. Par contre, elle semble plus problématique pour 2010. Il assure que si un financement complémentaire peut être

trouvé cette année, le Programme des activités pour les travailleurs en bénéficiera, tout comme il profitera d'une partie des fonds CSBO.

7. Il signale que tous les collègues du Centre de Turin ont hautement apprécié le fait que, grâce à la déclaration conjointe des groupes des employeurs et des travailleurs, le budget ordinaire de l'OIT a enregistré une augmentation de la contribution au Centre de Turin de 500 000 euros. Cette décision indique clairement que le Centre de Turin est une des priorités de l'ordre du jour de l'OIT. Néanmoins, il rappelle que le budget ordinaire de l'OIT ne peut pas résoudre les problèmes financiers du Centre et que la vraie solution doit être trouvée dans les fonds de la coopération technique, qui pourraient compenser la réduction de la contribution italienne.
8. Il exprime sa totale compréhension de la nécessité de mettre l'accent sur les valeurs de l'OIT, qui constituent le mandat du Centre, et d'appuyer les activités - comme celles d'ACTRAV - moins attrayantes pour les contributions axées sur le marché. Il ajoute toutefois que cela doit être fait dans le cadre du souci de répondre également aux demandes orientées sur le marché.
9. Au sujet du document stratégique qu'il a été invité à préparer en suivi de déclaration conjointe des employeurs et des travailleurs, le Directeur dit qu'il aimerait qu'un premier projet soit prêt pour la Conférence, et que ce projet établira essentiellement les bases de la discussion au Conseil de novembre 2009, lors duquel toutes les solutions possibles seront abordées.
10. Le Président remercie le Directeur du Centre pour ses remarques, parcourt l'ordre du jour de la réunion et donne ensuite donné la parole au Directeur d'ACTRAV-Genève pour présenter les principaux points de discussion.
11. *Le Directeur d'ACTRAV-Genève, M. Dan Cunniah*, remercie le Directeur pour l'aperçu de la situation financière du Centre et pour ses efforts de mobilisation de ressources pour le Programme des activités pour les travailleurs. Il signale rapidement que le Comité s'est réuni le matin pour réfléchir sur les conséquences que la situation financière changée pourrait avoir non seulement sur le Programme des activités pour les travailleurs, mais aussi sur le Centre en général. Il informe que le Comité a décidé de compléter le document qui sera présenté par le Directeur au Conseil du Centre par un autre document exposant la stratégie à moyen terme pour l'éducation des travailleurs.
12. Sur la mobilisation des ressources, il confirme qu'après les efforts déployés pour accroître la contribution du budget ordinaire de Genève, il est clair que la seule possibilité réside dans les ressources de la coopération technique. Il souligne l'importance de l'initiative prise par le Secrétariat du groupe des travailleurs pour réunir les employeurs et les travailleurs. M. Cunniah estime qu'il serait difficile d'obtenir une contribution directe des gouvernements parce qu'ils contribuent déjà au budget ordinaire de l'OIT, au CSBO et aux ressources extrabudgétaires. Par conséquent, il ne serait guère viable pour eux d'accepter de contribuer à une quatrième ligne. Il ajoute que, par conséquent, une partie des ressources que les gouvernements versent pour la coopération technique devrait être canalisée vers Turin. En ce qui concerne le CSBO, il affirme que l'autorité d'affectation de cet argent est dans les mains des directeurs régionaux et que Turin devrait ajuster sa stratégie envers les bureaux régionaux. À propos des ressources extrabudgétaires,

qui sont décentralisées et acheminées à travers les programmes par pays de promotion du travail décent, il pense que sans adoption d'un volet « formation » dans les PPTD, le Centre de Turin pourrait rencontrer des problèmes dans l'obtention de ressources. M. Cunniah insiste également sur l'importance des fonds de développement du personnel, qui s'élèvent à 2% du budget de l'OIT, et sur la nécessité d'une évaluation de la part de cet argent dépensée à Turin pour les activités de formation du personnel.

13. Il signale qu'en plus de la contribution permanente du budget ordinaire et des ressources excédentaires à la fin du biennat 2006-2007, ACTRAV-Genève est en train de lancer avec d'autres départements des programmes conjoints qui apporteront la formation à Turin. Ces programmes engloberont la formation des points focaux sur le travail des enfants et le VIH-SIDA. Il confirme qu'ACTRAV-Genève continuera à œuvrer à la mobilisation des ressources pour le Centre et invite la CSI et la CES à organiser des activités à Turin, et que d'autres organisations syndicales contribuent en nature.
14. Au sujet du développement du Programme, il souligne la nécessité de se concentrer davantage sur la qualité des programmes de formation plutôt que sur leur quantité, afin de pouvoir utiliser ces cours comme « cours témoins » et accroître ainsi la visibilité du Centre. Il pense que de nouvelles activités et idées germeront à la lumière de la Déclaration sur la justice sociale, des réponses à la crise économique et financière mondiale et du nouveau cadre stratégique de l'OIT. Il confirme que le Programme continuera à se concentrer sur le développement de nouveaux matériels de formation et de matériels didactiques en ligne.
15. *Mme Raquel González, Secrétaire du groupe des travailleurs*, indique que le Centre de Turin joue un rôle central pour le Secrétariat du groupe et souligne que la formation offerte par le CIF-OIT principalement aux travailleurs, employeurs et gouvernements, doit rester centrée sur le mandat de l'OIT et sur l'Agenda du travail décent. Elle ajoute qu'il faut mettre en exergue la valeur ajoutée de l'OIT par rapport aux autres institutions de formation.
16. En ce qui concerne les difficultés financières auxquelles le Centre est confronté, Mme González pense que la privatisation de la formation et l'alignement des programmes de formation aux besoins du marché, constitue une approche erronée et non une « solution ». Elle estime que cela éloignera le Centre de son mandat, d'une offre de formation pertinente et importante pour les organisations syndicales, et que les représentants des travailleurs auront de plus en plus de difficultés à participer aux cours.
17. Elle exprime la nécessité de trouver un moyen de donner effet aux recommandations réitérées dans la déclaration conjointe des groupes des employeurs et des travailleurs, qui fruit de deux années de dur labeur au Conseil d'administration et à la commission PFA. PARDEV doit maintenant accepter et trouver une façon de canaliser plus d'argent des bailleurs vers Turin, et le Centre se doit de formuler des propositions en vue d'accéder au CSBO à travers la composante formation des PPTD.
18. Elle souligne l'importance de former les organisations syndicales aux PPTD, afin de renforcer leur capacité à être impliquées dans les différentes étapes du processus

et de négocier l'inclusion des priorités des syndicats. Elle demandé que plus de moyens soient affectés à ces activités spécifiques.

19. Elle décrit les difficultés rencontrées pour approcher les gouvernements, mais elle fait valoir qu'il est possible de canaliser plus de fonds pour le Centre de Turin à travers les contributions volontaires, idéalement non réservées. Elle explique que de nombreux gouvernements, siégeant également au Conseil du Centre, se sont dits satisfaits de la déclaration conjointe des employeurs des travailleurs et ont exprimé leur intérêt pour le Centre de Turin. Dans la foulée de cette déclaration, les gouvernements devraient être contactés afin de vérifier s'ils sont prêts à dégager des fonds pour des activités du Centre, tout en continuant à faire pression sur Genève pour trouver des moyens permettant de canaliser davantage de ressources vers la formation à Turin.
20. Elle se réjouit de la présentation du projet de document stratégique à la Conférence et invite le Directeur du Centre à le rédiger en consultation avec le chef d'ACTRAV-Turin.
21. Sur la façon d'améliorer le tripartisme au Centre, en termes de quantité et de qualité, et d'utiliser le Fonds central afin de permettre aux travailleurs et aux employeurs de participer à d'autres activités du Centre, elle rappelle que le tripartisme n'est pas seulement une question de chiffres; il faut aussi l'inclure dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des cours et identifier les cours clés, où les travailleurs et les employeurs peuvent confronter leurs points de vue. Elle demande qu'ACTRAV et ACT/EMP soient beaucoup plus associés à l'élaboration des programmes tripartites et qu'ils puissent également participer aux cours des personnes ressources.
22. Enfin, Mme González revient sur l'urgence de stabiliser le poste « européen » au sein d'ACTRAV dès cette année.
23. *Le Secrétaire du Comité, M. Giacomo Barbieri*, souligne l'urgence de prendre des mesures afin d'éviter le risque d'une baisse de la visibilité des travailleurs et des employeurs au Centre. Sinon, la distance entre l'objectif fondamental de l'intégration avec l'OIT va s'accroître. Il rappelle également que le succès du Centre dans la commercialisation de ses produits est lié au label OIT et à l'importance que leur confère l'organisation, laquelle constitue la valeur ajoutée du Centre lui-même. Il ajoute que le facteur temps est important et que certaines des recommandations présentées dans la déclaration conjointe des employeurs et des travailleurs ont déjà été prises en compte par la PFA et, par conséquent, ne doivent être que mises en œuvre.
24. Il insiste sur l'importance de la contribution d'ACTRAV, qui représente **plus d'un tiers** des fonds de la coopération technique financée par le budget ordinaire (CTBO) arrivant au Centre, et qu'elle est la conséquence d'une décision prise par ACTRAV de déplacer le comité de l'éducation à Turin et d'investir dans le Centre. Ces bonnes pratiques doivent être intégrées dans le débat interne au BIT, parce que tout le monde ne suit pas cette approche.
25. Il rappelle également que le Programme des activités pour les travailleurs a joué un rôle de premier plan dans la réalisation de nouvelles expériences au Centre dans le

domaine de l'enseignement à distance et dans l'exécution des projets financés par des donateurs. Il invite à apporter des ressources aux programmes techniques du Centre, également en termes de ressources humaines, notamment en profitant des possibilités découlant des prochains départs à la retraite.

26. *M. Eyraud* répond à la question relative aux ressources financières et humaines des unités de formation et assure aux membres qu'il s'agit d'une préoccupation constante de la Direction, mais rappelle qu'il y a une certaine limite à ce qui est faisable. Par exemple, les commissaires aux comptes recommandent chaque année une augmentation des effectifs des Services financiers.
27. S'agissant du CSBO, il annonce que, dès l'année prochaine, il sera possible de présenter des projets mondiaux et qu'il aimerait voir Turin inclus à ce niveau.
28. En ce qui concerne les gouvernements qui pourraient éventuellement apporter une contribution directe au Centre, *M. Eyraud* explique que cette piste a été explorée sans succès à plusieurs reprises. Sur cette question, la seule stratégie consiste à atteindre le niveau politique approprié avec certains pays, comme l'Italie, la France, l'Espagne et peut-être l'Allemagne.
29. Au sujet du tripartisme au Centre, *M. Eyraud* rejoint la Secrétaire du groupe des travailleurs sur le fait qu'il y a une marge d'amélioration.
30. Pour ce qui est du bureau européen, il rappelle que ce n'est pas le meilleur moment pour créer de nouveaux postes, au vu des difficultés financières rencontrées par le Centre, et il souligne que le bureau devrait être considéré dans une vision plus large, liée à la stratégie régionale d'ACTRAV, et ajoute qu'il y aurait peut-être lieu de mener une réflexion sur le renforcement de la capacité pédagogique plutôt que de traiter uniquement de la dimension régionale.
31. Sur la qualité, *M. Eyraud* explique que le Centre est extrêmement motivé à l'idée d'améliorer la qualité de toute son offre de formation, et non seulement des activités d'ACTRAV, et plusieurs sessions de formation du personnel ont été réalisées afin d'améliorer et de mettre à jour les capacités individuelles. D'autre part, le Département de la formation a été renforcé de sorte à pouvoir venir en aide aux unités techniques. *M. Eyraud* invite les collègues d'ACTRAV à recourir aux services de DELTA pour le développement et l'exécution de leurs activités et à faire usage du programme de développement du personnel.
32. Il se dit un peu surpris par la déclaration de *M. Barbieri* sur la diminution possible du nombre représentants des travailleurs et des employeurs aux activités du Centre. Selon ses informations, les fonds alloués à ces deux catégories n'ont pas du tout été réduits. Il répète qu'il n'est pas dans l'intention du Centre de diminuer l'importance d'ACTRAV et d'ACT/EMP, qui sont en réalité considérés comme des piliers. En fait, on assiste au sein du Centre à un débat sur les contributions aux coûts fixes, pour lesquelles certains programmes réalisent de meilleurs résultats que les autres.
33. *Le Président* remercie le Directeur et donne la parole à la Secrétaire du Comité pour sa présentation du programme pour 2008.
34. *Le Secrétaire* remercie le Directeur, la Direction du Centre et les directeurs régionaux et techniques pour le soutien, les conseils et les compétences apportés au

Programme des activités pour les travailleurs et présente le rapport sur les activités de 2008. Il loue la qualité et le dévouement du personnel d'ACTRAV-Turin, qui a tout fait pour faciliter l'exécution de ses nouvelles fonctions.

35. *Le Président* félicite à son tour le personnel du Programme, remercie le Secrétaire pour sa présentation et ouvre le débat avec le Comité.
36. *M. Guagping Jiang* relève que l'Asie affiche des résultats décevants en termes de soutien financier aux activités et de nombre de participants, et demande qu'un effort soit déployé l'année prochaine pour mobiliser tant les capacités du Centre et du bureau pour l'Asie afin de réaliser de meilleurs scores.
37. *Mme Cinzia Del Rio* exprime sa préoccupation quant au rôle et à l'évolution des priorités du Centre. À la lumière de la déclaration conjointe, elle souligne la nécessité de renforcer les activités tripartites et, surtout, les activités bipartites, qui représentant une valeur ajoutée du Programme. Elle appelle à une action politique forte de la part de la Direction du Centre, au-delà de la volonté d'ACTRAV et d'ACT/EMP, afin d'inclure le Centre dans l'élaboration des programmes exécutés à Genève avec les donateurs et dans la préparation des programmes de coopération technique et des PPTD. Elle sait que tout le monde est conscient qu'il sera difficile de disposer de ressources supplémentaires notamment parce que les gouvernements se concentrent davantage sur d'autres organisations internationales comme la Banque mondiale afin de lutter contre les conséquences de la crise. Elle demande l'avis du Directeur parce qu'elle est consciente de la résistance affichée à Genève vis-à-vis du Centre de Turin.
38. *M. Eyraud* précise qu'il n'y a pas de changement dans les priorités du Centre. La capacité d'ACTRAV a été renforcée, et s'il est fait référence à la diminution du « Fonds central », c'est uniquement parce que les ressources financières disponibles étaient moins importantes.
39. Il explique que la stratégie consiste à convaincre Genève d'octroyer au Centre de Turin, par l'intermédiaire du CSBO et dans le cadre d'un projet mondial, un montant pour l'exercice biennal qui soit suffisant pour compenser entièrement la baisse de la contribution italienne. C'est ce qui a été demandé.
40. En référence à la Banque mondiale, il ajoute que le Centre développe ses relations avec le Programme pour l'emploi de la Banque mondiale dans le but d'atteindre un public qui, autrement, ne serait pas accessible. Il donne l'exemple d'une activité portant sur les informations sur le marché du travail organisée conjointement avec la Banque mondiale, où les participants impliqués étaient issus des ministères des Finances. Il déclare que c'est là une façon de véhiculer le message de l'OIT à un public différent.
41. *M. Cunniah* remercie M. Barbieri pour sa présentation et pour les changements qu'il a introduits dans le rapport, qui est maintenant plus convivial. Il remercie également le personnel d'ACTRAV-Turin pour les efforts qu'il a consentis tout au long de l'année.
42. Il tient à souligner l'importance de l'Europe, qui est devenue la deuxième plus grande région en termes d'activités d'ACTRAV. Cela signifie qu'il y a un potentiel, et une proposition formelle sera soumise au Directeur à la fin de la

réunion afin de consolider le poste du bureau européen, en espérant qu'une solution puisse être trouvée.

43. Sur la Banque mondiale, considérant que des fonds ont déjà été obtenus pour le Programme de la protection sociale, il demande au Centre d'essayer d'utiliser cet argent pour la formation, en utilisant l'expertise de l'OIT. ACTRAV est prêt à contribuer à ce processus.
44. *Le Directeur de la formation, M. Antonio Graziosi*, explique que le Centre a accru sa collaboration avec la Banque mondiale dans deux directions. Tout d'abord avec l'Institut de la Banque mondiale, qui est pour la Banque l'équivalent du Centre de Turin pour l'OIT. L'Institut de la Banque mondiale dirige, en collaboration avec l'agence allemande INVENT, un groupe d'institutions internationales de formation au développement dont le Centre fait partie. C'est également un forum multilatéral très important permettant d'orienter la formation internationale pour le développement vers des questions essentielles pour l'OIT. Il ajoute que le Centre organisera un premier événement appelé « Semaine de l'apprentissage de Turin », qui réunira des représentants de nombreuses organisations internationales multilatérales et bilatérales de formation pour discuter de questions d'intérêt commun. Ensuite, le Centre a également renforcé le dialogue avec les départements techniques de la Banque mondiale et exécuté toute une série de cours cette année dans ce cadre. L'intention est de renouveler cette expérience l'an prochain.
45. En ce qui concerne le tripartisme et le Fonds central, M. Graziosi indique qu'il est très favorable à ce Fonds. Il fait valoir que, cette année, en raison de plusieurs problèmes soulevés par les programmes techniques, et par les chefs d'ACTRAV et d'ACT/EMP, le Centre a décidé de procéder à une révision du processus et élaboré une stratégie différente. D'un point de vue qualitatif, l'accent est mis la réduction du nombre de cours et sur un nombre minimum et égal de participants des travailleurs et des employeurs de manière à assurer une dimension tripartite visible et explicite à ces cours. Une liste de contrôle a également été dressée pour les responsables d'activités, indiquant ce qui doit être pris en compte lors de la conception d'une activité tripartite. Les programmes d'études qui reçoivent des bourses sont soumis à un examen plus sérieux. En outre, il déclare que le Centre a instauré un nouveau processus d'examen par les pairs, lequel processus en est actuellement à la phase pilote.
46. Du point de vue de la quantité, il est selon M. Graziosi clair que le Fonds central a été étendu de façon spectaculaire l'an dernier. Cela était principalement dû à la nécessité d'accélérer l'acheminement des fonds italiens afin d'anticiper la décision de la réduire. Il annonce que la baisse des fonds cette année sera due à deux éléments principaux: premièrement, le Centre souhaite tester les nouveaux processus et stratégie adoptés dans le Fonds central; deuxièmement, avec moins de fonds captifs, il serait trop difficile de renforcer un mécanisme de ce type. Il fait valoir qu'il est un peu trop tôt pour comprendre l'impact que cela aura sur les chiffres. D'autre part, le Centre organise une variété d'activités tripartites. Le Centre ne sera en mesure de comprendre vraiment l'impact que tous ces instruments et stratégies ont eu sur ces chiffres qu'à la fin de l'année.
47. Il déclare que de nouveaux programmes d'études comprenant une dimension tripartite ont été développés et testés en collaboration très étroite avec l'OIT. Par

exemple, la RSE est une activité tripartite même si elle génère une grande discussion. « Emplois verts » est aussi complètement tripartite. La réponse de l'OIT à la crise financière, en collaboration avec le Cabinet, est entièrement tripartite. À chaque fois que l'occasion se présente, le Centre suit systématiquement une approche tripartite.

48. *Mme Del Rio* fait part de sa préoccupation quant à l'attitude de certains gouvernements européens, qui poussent dans le sens d'une implication de la Banque mondiale parce qu'ils ne sont pas disposés à s'attaquer aux conditions sociales, qui doivent être envisagées dans le cadre d'une réponse positive à la crise mondiale, comme l'a montré les rencontres entre les syndicats et le G8 et le G20.
49. *Le Président* rappelle que le caractère très politique de ces questions sensibles est strictement lié à la nécessité d'une plus grande coordination entre le mouvement syndical international au sein de l'OIT. Cela, en soi, a des conséquences pour Turin. Si nous voulons avoir un impact plus marqué, estime-t-il, les discussions sur la formation pour les mandants de l'OIT et surtout pour les syndicats, sur la qualité de la formation et sur l'avenir même du Centre doivent impliquer non seulement le petit groupe de personnes formant le Conseil du Centre, mais aussi tous les groupes du Conseil d'administration du BIT. Il suggère que, lors de la session du Conseil d'administration de novembre 2009, le Directeur du Centre s'adresse à l'ensemble des membres travailleurs, employeurs et gouvernementaux afin de favoriser une grande consultation et une prise de conscience plus approfondie sur cette question. Il donne ensuite la parole au Secrétaire du Comité pour le rapport sur les activités en 2009 et les perspectives pour 2010-2011.
50. *M. Barbieri* explique que les activités sur le terrain et la formation à distance connaîtront une hausse en 2009 et qu'un cours régulier a eu lieu pour la première fois pour la région Europe. Il informe également les membres du report de la deuxième phase du projet sur la sécurité sociale pour l'Amérique latine.
51. Il explique également que si le Programme souhaite de couvrir tous les thèmes liés au mandat de l'OIT et en même temps donner davantage d'importance aux questions spécifiques liées au sujet de chaque cours régulier, il doit profiter des activités en ligne avant et après la phase résidentielle pour commencer à envisager les contenus des cours sur le campus. Par conséquent, les cours régulier deviendront de véritables cours mixtes.
52. Il ajoute qu'ACTRAV voudrait profiter de l'expérience récente d'un cours tripartite sur les politiques salariales pour mettre en œuvre une activité spécifique pour les travailleurs.
53. Une décision est toujours en suspens sur la manière et le moment où les activités de formation accompagneront les questions discutées à la Conférence, comme c'est le cas avec les travailleurs domestiques, qui figurent à l'ordre du jour de la CIT l'année prochaine.
54. Il informe le Comité que l'analyse des PPTD a débuté ouvert afin de voir s'il y a des questions transversales qui peuvent être abordées par la formation. Cela se traduirait par une augmentation de la capacité du programme à offrir une formation

aux syndicats et à renforcer leur implication dans la conception, l'exécution et l'évaluation des PPTD.

55. Pour 2009, il exprime l'intention de travailler sur les PPTD et leurs liens afin d'apporter des réponses efficaces à la crise et de favoriser l'inclusion des priorités des travailleurs. Ce travail vise à mettre en œuvre les capacités du Centre de Turin à offrir une formation sur ces priorités et à créer la possibilité d'accéder au financement du CSBO.
56. Il cite quelques idées liées à la réponse à la crise, notamment l'inclusion d'un module sur la Déclaration sur la justice sociale dans tous les cours à travers la mise à jour des programmes traditionnels, et l'approche des questions clés de la réponse politique, comme la protection sociale pour tous, avec un accent particulier sur les secteurs les plus vulnérables du marché du travail et sur la réduction des inégalités.
57. Concernant les ressources humaines du Programme, il réitère la nécessité de consolider le poste du bureau européen et de pourvoir le poste vacant occupé précédemment par le spécialiste des technologies de l'information. Sur ce dernier point, il peut être possible d'insister sur les compétences pédagogiques et de formation.
58. Pour ce qui est du tripartisme au Centre et de l'évolution du rôle du Fonds central, il partage le sentiment qu'il est possible de progresser de concert avec ACT/EMP et SOCDIAL afin de parvenir à une plus grande offre de cours tripartites au Centre. Cela pourrait se faire, ajoute-t-il, en analysant de façon transparente les expériences récentes en matière de RSE, d'emplois verts, de politiques salariales et, éventuellement, la nouvelle activité sur la réponse à la crise. Il souligne que, dans ces cas, le processus d'élaboration a été assez lourd et a résulté sur une interaction difficile entre les exigences des employeurs et des travailleurs et la décision des programmes techniques concernés.
59. Il rappelle que la présence de personnes ressources d'ACTRAV dans les cours non ACTRAV est très faible. Cela doit être considéré comme un moyen possible de mettre en œuvre l'approche tripartite au Centre.
60. Quant à l'approche stratégique du Programme, il note qu'il faut disposer d'une capacité de planification à moyen terme et non d'année en année. Des modules spécifiques devraient être conçus sur des thèmes spécifiques, afin de diversifier l'offre possible à plusieurs niveaux et de répondre à des niveaux de besoins différents. Il ajoute que le Programme a commencé à travailler dans cette direction dans le domaine de la sécurité sociale. Il insiste sur la nécessité d'une coopération et d'un flux d'informations permanents entre Turin, Genève et les experts de terrain, et d'une action préalable, indispensable à une bonne planification à moyen terme.
61. *M. Eyraud* réitère l'importance de la partie en ligne des cours et apprécie la volonté du Programme de travailler plus étroitement avec les autres programmes techniques et, en particulier, avec Delta.
62. *M. Cunniah* salue les efforts déployés dans le sens de « cours de qualité » mais déclare qu'il reste beaucoup de travail à faire. Il exprime sa préoccupation quant aux cours standard, qui sont de nature trop générale et diversifiée dans le contenu.

Ces cours devraient être plus spécifiques et les participants devraient être clairement identifiés parmi ceux qui traitent de la question concernée.

63. Il aimerait voir des cours sur l'administration syndicale et sur les techniques d'organisation syndicale. Il les appelle de ses vœux pour 2010. Le Programme devrait viser à une formation de haut niveau avec un certain nombre de cours standard assurant la formation des syndicalistes sur des sujets spécifiques.
64. Sur les activités en ligne avant et après les cours, il demande de plus amples renseignements sur la façon dont elles seront organisées.
65. *Le Président* insiste sur le fait que le Programme devrait avancer petit à petit vers des cours régionaux, liés à la spécificité de chaque région. Par exemple, pour la région arabe, les points cruciaux seraient la migration, l'égalité des genres, le tripartisme et la liberté syndicale.
66. *Mme González* rappelle l'importance du Centre pour le groupe des travailleurs et pour l'Agenda du travail décent. Elle note que la formation offerte à Turin devrait être plus étroitement liée à l'action politique menée par le groupe à Genève et aider les centrales nationales à avancer dans leur agenda politique. Elle formule quelques idées supplémentaires sur les activités de formation pour les centrales nationales dans le but de renforcer leurs capacités sur les éléments essentiels de chaque objectif stratégique de l'ATD que les travailleurs souhaitent inclure, en se basant sur les priorités politiques identifiées.
67. Elle se félicite de l'idée de conférer aux cours une dimension interrégionale afin de partager les bonnes pratiques et les expériences entre différents pays et régions. Elle énumère quelques-uns des thèmes qui peuvent être abordés dans les cours interrégionaux: la relation de travail, la politique salariale, la négociation collective (sur la base du Symposium qui aura lieu en octobre), la mondialisation des relations professionnelles et la stratégie des syndicats envers les entreprises multinationales. Dans ce contexte, elle propose d'organiser en 2010 une activité conjointe ACTRAV-ACT/EMP qui réunisse les représentants clés du mouvement syndical et des employeurs lors d'un remue-ménages.
68. À propos de la formation sur des thèmes liés aux questions qui seront discutées lors de la CIT, elle recommande de se concentrer sur ce qu'il faut faire après la Conférence, plutôt que de se concentrer sur ce qui se passe avant, en s'assurant que les résultats sont traduits en actions au niveau national.
69. *M. Raghwan Raghwan* déclare que, pour une meilleure planification des activités, une connaissance plus détaillée des besoins au niveau régional est nécessaire. Il souligne également que l'éducation ne consiste pas seulement en le partage d'informations, mais surtout en l'acquisition des compétences nécessaires pour répondre aux besoins des organisations syndicales, et qu'il serait également utile de fixer des objectifs à atteindre au niveau régional afin de mieux évaluer l'impact de la formation sur les organisations syndicales.
70. *Mme Rabiadou Diallo* insiste sur l'importance de traiter le problème de la promotion d'une plus grande participation des femmes et des jeunes aux cours. Elle salue l'idée d'améliorer l'interaction entre l'éducation et la recherche et suggère de

promouvoir une large diffusion du contenu et des implications de la Déclaration sur la justice sociale.

71. *M. Jiang* ajoute que les programmes d'éducation doivent promouvoir le mandat et les valeurs de l'OIT et répondre aux demandes des organisations membres, mais il souligne l'importance d'une mise à jour continue du contenu de la formation, qui devrait porter sur des sujets actuels et stimuler l'intérêt des participants.
72. *Mme Del Rio* demande des éclaircissements sur la façon d'aborder dans les activités de formation la réponse des syndicats à la crise, sur les procédures de sélection des priorités en matière de diminution des ressources et sur les perspectives pour les projets européens qui seront financés par la Commission européenne.
73. *Le Secrétaire* réagit aux remarques des membres du Comité et rappelle l'engagement total du Programme des activités pour les travailleurs dans la prise en compte de toutes ces précieuses contributions.
74. Le Président invite ensuite quatre programmes techniques (EMLD, SOCPRO, NORMES et PRODEV) à présenter leurs activités au Comité et, après ces exposés et le débat qui suit, donne la parole au Secrétaire du Comité pour les conclusions.
75. *Le Secrétaire* remercie le Comité pour cette réunion fructueuse. Il présente le projet de conclusions, demande au Comité de l'approuver et signale que les conclusions seront intégrées en fin de rapport.
76. Après la synthèse proposée par le Secrétaire du Comité, *M. Eyraud* exprime sa satisfaction quant à l'accent mis sur la collaboration avec d'autres unités et sur l'amélioration de la qualité de la formation, en laquelle il voit ce qui fait toute la différence. Il appuie l'idée de *M. Cunniah* sur l'exécution de programmes standard qui se concentreraient sur la façon d'organiser un syndicat. Dans d'autres programmes également, le Centre a tenté de consolider des cours standard spécifiques à chaque programme technique.
77. Sur la mise à niveau des connaissances des syndicalistes, *M. Eyraud* lance l'idée d'organiser un événement basé sur des modules spécifiques que les participants choisiraient en fonction de leurs besoins.
78. Il réitère l'appui du Centre au Programmes des activités pour les travailleurs et aux activités de formation pour les syndicalistes, et ajoute que le Centre continuera à travailler dans cette direction.
79. *Le Président* se dit lui aussi satisfait de la réunion et remercie le Directeur et ses collaborateurs d'activement participé à la réunion. Il remercie l'équipe d'ACTRAV pour son dévouement et *M. Barbieri* pour sa vision novatrice de la formation syndicale.
80. Il remercie les membres du Comité, ainsi que *M. Cunniah* et *Mme González* pour leur soutien continu et, enfin, remercie les interprètes. Il donne ensuite la parole à *M. Cunniah* et à *Mme González* pour leurs observations finales.

-
81. *M. Cunniah* exprime sa satisfaction de la réunion elle-même. Il remercie lui aussi M. Barbieri pour l'approche novatrice de la gestion de cette réunion. Il trouve les présentations des différents programmes techniques très utiles pour lui et pour les membres du Comité. Ces présentations devraient servir de base pour les discussions lors du Conseil du Centre. Il remercie le Secrétaire du Comité d'avoir rédigé les conclusions de la réunion. Il dit aux membres qu'en venant personnellement à cette réunion de deux jours en collaboration avec la Secrétaire du groupe des travailleurs, il entend prouver le lien avec le Programme et la volonté d'améliorer sa qualité et sa visibilité. Pour le personnel du Programme, c'est vrai que c'est très exigeant, mais ACTRAV doit être polyvalent, et il l'en remercie. Il invite les collègues d'ACTRAV-Turin à prendre part aux activités de développement du personnel afin de renforcer leurs compétences. Les collègues d'ACTRAV-Genève sont eux aussi encouragés à participer aux cours de Turin afin d'améliorer leurs connaissances. Il remercie enfin les membres du Comité, le personnel du Programme et les collègues du Centre présents à la réunion.
82. *Mme González* remercie le personnel du Programme pour le travail accompli. Elle tient à souligner qu'Esther Busser, qui n'était pas présente cette année en raison d'autres engagements, sera très certainement là l'année prochaine. Ce processus a été lancé par Mme Anna Biondi, ancienne Secrétaire du groupe des travailleurs, et il est important que les deux membres du Secrétariat du groupe des travailleurs soient présents à cette réunion parce qu'il y a des liens importants à tisser avec la réunion du Conseil de novembre. Elle remercie une nouvelle fois le Directeur et le Directeur de la formation pour leur soutien continu.

Conclusions

83. Le Comité a atteint un consensus sur les points suivants:
- a) Exprimer sa préoccupation face au déséquilibre structurel croissant dans les ressources disponibles pour le Centre de Turin après la décision du gouvernement italien de réduire sa contribution volontaire.
 - b) Suivre la déclaration conjointe des groupes des employeurs et des travailleurs sur le Centre de Turin, et prier le Directeur du Centre d'élaborer un document stratégique visant à renforcer l'intégration du Centre dans le BIT, par l'intermédiaire d'une référence accrue aux NIT et aux valeurs, aux principes et à l'approche tripartite de l'Organisation.
 - c) Après consultation des mandants, insister dans ce document sur le rôle de la formation dans le renforcement des capacités des partenaires sociaux pour la mise en œuvre du Cadre stratégique et de la Déclaration sur la justice sociale par des propositions relatives à une meilleure synergie entre le Centre et la coopération technique et à d'autres moyens d'action de l'OIT afin de mobiliser des ressources plus importantes et plus prévisibles.
 - d) Poursuivre le développement d'une politique du Centre sur les cours bi- et tripartites, avec une représentation accrue des partenaires sociaux et des plans d'études convenus conjointement, à travers une coopération étendue du Programme des activités pour les travailleurs avec d'autres programmes

techniques et un accent renforcé sur la qualité et la valeur ajoutée de la contribution tripartite.

- e) Élaborer, en collaboration avec ACTRAV-Genève et en consultation avec la Secrétaire du groupe des travailleurs, un document stratégique sur la planification et la réalisation d'une formation de haute qualité sur la base du projet de document stratégique examiné par le Comité et du suivi des conclusions du Symposium d'ACTRAV de 2007.
- f) Envisager dans ce document la réalisation d'une formation de qualité, l'équilibre entre la quantité d'activités et le besoin de temps pour le développement personnel, la réflexion sur l'identité des cours régulier, avec une meilleure définition des priorités à travers la recherche et l'implication du personnel d'ACTRAV à Genève et dans les régions, et en consultation avec la Secrétaire du groupe des travailleurs.
- g) Améliorer la capacité d'identifier et de satisfaire les besoins de formation et de mobiliser des ressources grâce à une intégration plus forte avec ACTRAV-Genève et les spécialistes régionaux de l'éducation des travailleurs et à l'implication des organisations syndicales à tous les niveaux, par l'intermédiaire de la Secrétaire du groupe des travailleurs, ainsi qu'à travers la participation régulière d'ACTRAV-Turin à la programmation des activités de coopération technique d'ACTRAV.
- h) Élaborer des cours de formation basés sur des programmes qui se concentrent davantage sur des questions spécifiques, dans le but de mettre en œuvre des processus de formation consolidés articulés en modules traitant de besoins diversifiés à différents niveaux géographiques dans chaque domaine de notre programme, y compris les techniques d'administration et d'organisation syndicales.
- i) Faire un effort pour trouver le juste équilibre entre les activités à Turin et sur le terrain, en collaboration avec ACTRAV-Genève et le personnel de terrain.
- j) Évaluer l'impact de la formation sur les organisations en renforçant la mise en place de réseaux de points focaux sur les questions abordées par notre programme de formation, comme le travail des enfants, le VIH-SIDA et les droits syndicaux.
- k) Exposer le plus possible toutes les régions aux questions fondamentales, telles que les relations d'emploi, la politique salariale, la négociation collective et la sécurité sociale, et continuer à travailler sur les points de l'ordre du jour de la CIT et les priorités du groupe des travailleurs en vue d'offrir des activités de formation et de contribuer à la diffusion des connaissances et des informations.
- l) Élaborer un manuel syndical sur la Déclaration sur la justice sociale.
- m) Concevoir un programme visant à aider les syndicats à intégrer les priorités des travailleurs, fondé sur les quatre piliers de l'Agenda du travail décent, dans les PPTD et dans les PNUAD.

-
- n) Proposer un nombre adéquat de cours interrégionaux, en tenant compte des coûts et des limites linguistiques.
 - o) Établir et tenir à jour, pour chaque question pertinente aux cours d'ACTRAV-Turin, une liste de personnes ressources contenant plus de membres du personnel d'ACTRAV-Genève, du personnel de terrain, des organisations syndicales nationales et internationales et des universités.
 - p) Créer un poste permanent pour le bureau européen au sein du Programme des activités pour les travailleurs.
 - q) Suivre les activités menées dans les régions sur les méthodologies d'éducation des travailleurs et sur la mise en place des systèmes d'éducation des travailleurs, et continuer à améliorer la qualité et l'innovation de nos méthodes de formation en tant que priorité essentielle de notre Programme.
 - r) Développer la base de données du Système d'information syndicale (SIS) et en faire un instrument pour l'éducation des travailleurs ainsi que pour d'autres activités, et étendre notre coopération avec les programmes pertinents du Centre dans le domaine des technologies de l'information.
 - s) Poursuivre et étendre le développement de matériels de formation, avec un accent plus important sur l'actualisation régulière du contenu et le traitement de sujets autres que les questions fondamentales actuelles.

ANNEXE A

PROGRAMME POUR 2008

COURS RÉGULIERS, 2008

	Code	Intitulé (dans la langue d'origine)	Lieu	Dates	Part.	Jours part.	Langue	Financement
1	A101021	Formation syndicale sur la méthodologie de formation	C	14/04/2008 02/05/2008	13	195	FR	OIT CTBO/CT/ACTRAV
								FES ALLEMAGNE
2	A101020	Trade union training in training methodology	C	14/04/2008 30/04/2008	13	169	EN	OIT CTBO/CT/ACTRAV (08-09)
								FES ALLEMAGNE
3	A100991	Trade union training on research and youth employment policies(*)	C	19/05/2008 06/06/2008	22	330	EN	OIT CTBO/CT/ACTRAV (08-09)
								OIT FONDS FIDUCIAIRE PAYS-BAS
								FES ALLEMAGNE
4	A101022	Formation syndicale sur les normes internationales du travail et la Déclaration de l'OIT sur les principes et droits fondamentaux au travail et son suivi	C	09/06/2008 27/06/2008	16	240	FR	OIT CTBO/CT/AFRIQUE (08-09) (08-09)
								FES ALLEMAGNE
								ITALIE MAE (VC) 2008
5	A100992	Formação sindical sobre metodologias de formação	C	01/09/2008 19/09/2008	15	225	PT	ITALIE MAE (VC) 2008
Sous-total Afrique					79	1 159		
6	A201019	Formación sindical sobre metodologías de la formación	C	09/06/2008 27/06/2008	15	225	ES	OIT CTBO/CT/ACTRAV (08-09)
7	A201024	Formación sindical en seguridad social	C	06/10/2008 31/10/2008	16	320	ES	ILO RBTC/TC/AMERICAS (08-09)
								ITALIE MAE (VC) 2008
Sous-total Amérique latine					31	545		
8	A301018	Trade union training in training methodologies including distance education	C	10/03/2008 02/04/2008	13	260	EN	OIT CTBO/CT/ACTRAV (08-09)
9	A301023	Trade union training in comparative labour relations	C	07/07/2008 25/07/2008	15	225	EN	OIT CTBO/CT/ASIE (08/09)
								ITALIE MAE (VC) 2008
								FES ALLEMAGNE
Sous-total Asie					28	485		
10	A501025	Trade union training in training methodology	C	10/11/2008 21/11/2008	10	150	AR	ITALIE MAE (VC) 2008
								FES ALLEMAGNE
Sous-total États arabes					10	150		
11	A901029	Building the international trade union network on human and trade union rights	C	10/11/2008 21/11/2008	24	240	EN	ITALIE MAE (VC) 2008
								ACV-CSC BELGIQUE
								SOLIDARNOSC POLOGNE
Sous-total Interrégional					24	240		
TOTAL 11 COURS RÉGULIERS À TURIN					172	2 579		

AUTRES ACTIVITÉS À TURIN, 2008

	Code	Intitulé (dans la langue d'origine)	Lieu	Dates	Part.	Jours part	Langue	Financement
1	A101183	Formation syndicale sur la recherche et les politiques d'emploi	C	19/05/2008 06/06/2008	13	195	FR	OIT CTBO/CT/ACTRAV (08-09)
	Sous-total Afrique				13	195		
2	A301158	Trade union training for ACFTU on social protection and re-employment policies - first course (China)	C	14/04/2008 22/04/2008	19	133	EN ZH	ITALIE (CV) 2008 ACFTU (EN NATURE)
3	A301206	Trade union training for ACFTU on workers' participation in democratic management (China)	C	17/11/2008 25/11/2008	20	140	EN ZH	ITALIE (CV) 2008
	Sous-total Asie				39	273		
4	A401149	Trade union strategies towards decent work - capacity-building for ICEM-IUF affiliates and national trade union organizations in Croatia, FYR Macedonia and Serbia	C	23/06/2008 27/06/2008	27	135	EN	OIT CTBO/CT/ACTRAV (08-09) ITALIE (CV) 2008 AUTOFINANCEMENT CROATIE
5	A401225	Young leadership: decent work for youth	C	29/09/2008 03/10/2008	25	125	EN	ITALIE (CV) 2008 LO DANEMARK OIT CTBO/CT/ACTRAV (08/09)
6	A401210	Trade union training on Europe and globalization	C	08/10/2008 10/10/2008	30	90	EN FR ES	ISE-RFSS
7	A401200	9th international trade union women's school	C	27/10/2008 29/10/2008	66	198	EN FR RU	CSI-CRPE (BELGIQUE) ITALIE (CV) 2008 AUTOFINANCEMENT
8	A401199	PERC women's conference	C	30/10/2008 31/10/2008	70	140	EN FR RU	CSI-CRPE (BELGIQUE) ITALIE (CV) 2008 AUTOFINANCEMENT
	Sous-total Europe				218	688		
9	A901143	GURN workshop on social security	C	01/04/2008 03/04/2008	21	63	EN ES	OIT CRBO AUTRES ITALIE (CV) 2008
10	A901405	ITUC-ACFTU workshop on multinational enterprises and organizing	C	08/12/2008 09/12/2008	31	62	EN FR ZH	CSI ITALIE (CV) 2008
	Sous-total Interrégional				52	125		
	TOTAL 10 AUTRES ACTIVITÉS À TURIN				322	1 281		

ACTIVITÉS SUR LE TERRAIN (HORS PROJETS)

	Code	Intitulé (dans la langue d'origine)	Lieu	Dates	Part.	Jours part	Langue	Financement
1	A151801	Importancia das convenções fundamentais da OIT na criação de empregos decentes e redução da pobreza (Luanda, Angola)	F	19/02/2008 23/02/2008	49	245	PT	PROGRAMME PARTENARIAT OIT-SUÈDE
2	A151825	Atelier sous-régional sur la liberté syndicale et la négociation collective (Moroni, Comores)	F	17/03/2008 21/03/2008	23	115	FR	ITALIE (CV) 2008 OIT CTBO AUTRES
3	A151996	Formation syndicale sur le VIH-SIDA pour les points focaux en charge du SIDA en Afrique francophone (Lomé, Togo)	F	29/09/2008 03/10/2008	21	105	FR	ITALIE (CV) 2008 OIT SIDA GENÈVE
4	A151995	Trade union training on HIV/AIDS with the focal points in Anglophone Africa (Addis Ababa, Ethiopia)	F	13/10/2008 17/10/2008	18	90	EN	ITALIE (CV) 2008 OIT SIDA GENÈVE
5	A151976	Contribution des syndicats à la promotion de l'adoption de la convention sur le travail domestique (Dakar, Sénégal)	F	20/10/2008 24/10/2008	24	120	FR	ITALIE (CV) 2008 OIT ACTRAV-GENÈVE
6	A151978	Information management for labour educators and researchers (Nairobi, Kenya)	F	03/11/2008 07/11/2008	20	100	EN	ITALIE (CV) 2008
Sous-total Afrique					155	775		
7	A251942	Formación sindical en seguridad y salud (SST) en el trabajo para sindicatos de America Latina: estrategia iberoamericana sindical en SST (Panama)	F	04/08/2008 08/08/2008	17	85	ES	ITALIE (CV) 2008
8	A252045	Libertad sindical y trabajo decente para todos y todas (Ciudad de Guatemala)	F	07/10/2008 09/10/2008	58	174	ES	ITALIE (CV) 2008
9	A251981	Information management for labour educators and researchers (Barbados)	F	01/12/2008 05/12/2008	18	90	EN	ITALIE (CV) 2008
10	A252076	Trade unions and the informal economy: policy issues and organizing strategies (Barbados)	F	01/12/2008 04/12/2008	12	48	EN	ITALIE (CV) 2008
11	A251940	Libertad sindical, negociación colectiva y los medios de comunicación (Lima, Peru)	F	01/12/2008 05/12/2008	26	130	ES	ITALIE (CV) 2008
12	A251980	Taller jurídico sindical - Organización Internacional del Trabajo - Confederación Sindical de los Trabajadores y Trabajadoras de las Americas (OIT-CSA) (Sao Paulo, Brazil)	F	04/12/2008 09/12/2008	44	220	ES	ITALIE (CV) 2008
13	A251941	Seminario sindical de evaluación y seguimiento sobre jóvenes y empleo (Paraguay)	F	08/12/2008 12/12/2008	12	60	ES	ITALIE (CV) 2008
Sous-total Amérique latine					187	807		

	Code	Intitulé (dans la langue d'origine)	Lieu	Dates	Part.	Jours part	Langue	Financement
14	A351793	Trade union training on promoting decent work in the informal economy with a focus on organizing (Kathmandu, Nepal)	F	12/05/2008 16/05/2008	21	105	EN	ITALIE (CV) 2008
15	A351853	Trade union training on understanding company financial information for collective bargaining (Singapour)	F	04/08/2008 08/08/2008	18	90	EN	ITALIE (CV) 2008
16	A351977	Training for Pacific island countries on decent work for youth and labour migration in the Pacific (Samoa, Fiji)	F	22/09/2008 26/09/2008	19	95	EN	ITALIE (CV) 2008
		Sous-total Asie			58	290		
17	A951979	ILO/ACTRAV workshop on the rights of migrant workers (Amman, Jordan)	F	03/12/2008 05/12/2008	19	57	EN AR	OIT CTBO/CT/ACTRAV (08-09)
		Sous-total Interrégional			19	57		
		TOTAL GÉNÉRAL			419	1 929		

ACTIVITÉS MENÉES DANS LE CADRE DE PROJETS, 2008

	Code	Intitulé (dans la langue d'origine)	Lieu	Dates	Part.	Jours part	Langue
1	A251816	Formación sindical en línea sobre seguridad social - lié à E250387 - lié à P250350	D	10/03/2008 02/05/2008	14	ES	MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DES AFFAIRES SOCIALES (ESPAGNE)
2	A251826	Protección social: Normas internacionales e intervención sindical - lié à P250350 (Lima, Peru)	F	10/03/2008 14/03/2008	37	ES	MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DES AFFAIRES SOCIALES (ESPAGNE)
3	A251865	Protección social: normas internacionales e intervención sindical - lié à P250350 (Bogotá, Colombia)	F	21/04/2008 25/04/2008	33	ES	MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DES AFFAIRES SOCIALES (ESPAGNE)
4	A201174	Curso sindical sobre la seguridad y salud en el trabajo para el sector pesquero	C	28/04/2008 16/05/2008	19	ES	INSTITUTO SOCIAL DE LA MARINA (ESPAGNE)
5	A251844	Seminario sub-regional para el fortalecimiento de redes sindicales - Region Andina y Espana - lié à E250485 - lié à P250350 (Lima, Peru)	F	26/05/2008 28/05/2008	38	ES	MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DES AFFAIRES SOCIALES (ESPAGNE)
6	A251934	Formación sindical en línea sobre pensiones - lié à P250350	D	16/06/2008 08/08/2008	38	ES	MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DES AFFAIRES SOCIALES (ESPAGNE)
7	A251990	Actividad de capacitación y seguimiento del equipo técnico-sindical en seguridad social de la CTA Argentina - I - lié à P250350 (Buenos Aires, Argentina)	F	03/07/2008 04/07/2008	10	ES	MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DES AFFAIRES SOCIALES (ESPAGNE)
8	A201214	Fortalecimiento de las organizaciones sindicales en el sector de la pesca	C	18/08/2008 22/08/2008	14	ES	INSTITUTO NACIONAL DE LA MARINA (ESPAGNE)
9	A252005	Seminario subregional para el fortalecimiento de redes sindicales para una mejor participación en los procesos de integración subregional y en la promoción de los programas nacionales de trabajo decente, especialmente en materia de protección social - lié à P250350 (San José, Costa Rica)	F	18/08/2008 21/08/2008	30	ES	MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DES AFFAIRES SOCIALES (ESPAGNE)
10	A251989	Formación tripartita para el fortalecimiento institucional de los constituyentes de la OIT y la promoción del convenio 188 sobre el trabajo en el sector de la pesca (Bamio, Spain)	F	25/08/2008 29/08/2008	42		INSTITUTO NACIONAL DE LA MARINA (ESPAGNE)
11	A252034	Taller de planificación sindical para la campaña por la ratificación del convenio 183 - lié à P250350 (Lima, Peru)	F	24/09/2008 26/09/2008	25	ES	MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DES AFFAIRES SOCIALES (ESPAGNE)
12	A251943	Seminario sindical sobre seguimiento en seguridad social (Proyecto SSOS) (Montevideo, Uruguay)	F	29/09/2008 10/10/2008	16	ES	ITALIE (CV) 2008 MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DES AFFAIRES SOCIALES (ESPAGNE)
13	A252035	Encuentro de centrales sindicales del Cono Sur - lié à P250350 (Montevideo, Uruguay)	F	10/10/2008 11/10/2008	10	ES	MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DES AFFAIRES SOCIALES (ESPAGNE)
14	A252033	Formación sindical en línea sobre el diálogo social en seguridad social - lié à P250350	D	13/10/2008 19/12/2008	13	ES	MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DES AFFAIRES SOCIALES (ESPAGNE)

	Code	Intitulé (dans la langue d'origine)	Lieu	Dates	Part.	Jours part	Langue
15	A252084	Seminario taller nacional y primer encuentro regional: La perspectiva de la protección social, seguridad social y salud laboral ante la crisis económica - lié à E250485 - lié à P250350 (Montevideo, Uruguay)	F	11/11/2008 12/11/2008	67	ES	MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DES AFFAIRES SOCIALES (ESPAGNE)
16	A252087	Formación de formadores en línea - lié à E250387 - lié à P250350	D	17/11/2008 19/12/2008	12	ES	MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DES AFFAIRES SOCIALES (ESPAGNE)
17	A252093	Hacia la conformación de la Comisión de Seguridad de la CTA - lié à E250485 - lié à P250350 (Buenos Aires, Argentina)	F	27/11/2008 27/11/2008	34	ES	MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DES AFFAIRES SOCIALES (ESPAGNE)
18	A252088	Taller de planificación sindical para la campaña por la ratificación del convenio 183 - lié à E250485 - lié à P250350 (San Pedro Sula, Honduras)	F	01/12/2008 05/12/2008	38	ES	MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DES AFFAIRES SOCIALES (ESPAGNE)
Total Amérique latine					490		
19	A401147	Decent work for metalworkers: capacity-building for successful social dialogue in metal industry in new Member States and candidate countries - lié à P450469	C	18/02/2008 22/02/2008	23	EN	COMMISSION EUROPÉENNE
20	A451811	Decent work for metalworkers: capacity-building for successful social dialogue in metal industry in Hungary and Romania - lié à P450469 (Bucharest, Romania)	F	14/04/2008 16/04/2008	23	EN	COMMISSION EUROPÉENNE
21	A451846	Decent work for metalworkers: capacity-building for successful social dialogue in metal industry in Bulgaria, Macedonia and Turkey - lié à P450469 (Sofia, Bulgaria)	F	21/04/2008 23/04/2008	22	EN	COMMISSION EUROPÉENNE
22	A451810	Decent work for metalworkers: capacity-building for successful social dialogue in metal industry in Croatia and Slovenia - lié à P450469 (Slovenia)	F	12/06/2008 14/06/2008	20	EN	COMMISSION EUROPÉENNE
23	A451866	Decent work for metalworkers: capacity-building for successful social dialogue in metal industry in Cyprus and Malta - lié à P450469 (Malta)	F	18/06/2008 20/06/2008	18	EN	COMMISSION EUROPÉENNE
24	A451867	Decent work for metalworkers: capacity-building for successful social dialogue in metal industry in Czech Republic, Poland and Slovakia - lié à P450469 (Slovakia)	F	16/09/2008 18/09/2008	20	EN	COMMISSION EUROPÉENNE
25	A451954	High-level European Social Dialogue Conference: Social dialogue in metal industry in new EU Member States and candidate countries - The way forward - lié à P450469 (Zagreb, Croatia)	F	05/11/2008 07/11/2008	38	EN	COMMISSION EUROPÉENNE
26	A452031	Decent work for metalworkers: Follow-up on-line conference - lié à P450469	D	17/11/2008 12/12/2008	9	EN	COMMISSION EUROPÉENNE
Total Europe					173		
27	A951638	Trade union training on information technology - follow-up course - lié à P950400 (Accra, Ghana)	F	18/02/2008 29/02/2008	16	EN	COMPAGNIA DI SAN PAOLO
Total Interrégional					16		

ENSEIGNEMENT À DISTANCE, 2008

	Code	Intitulé (dans la langue d'origine)	Lieu	Dates	Part.	Jours part.	Langue	Financement
1	A151876	Formación de formadores en línea para sindicatos de CPLP	D	16/06/2008 19/09/2008	15	420	PT	ITALIE (CV) 2008
Sous-total Afrique					15	420		
2	A251492	Formación de formadores en línea para CUT, FS, y CGT de Brasil: Fase II (year 2008)	D	01/01/2008 31/01/2008	31	124	ES	ITALIE (CV) 2007
3	A251624	Formación de formadores en línea para sindicatos de América Latina (fase II - year 2008)	D	01/01/2008 31/01/2008	48		ES	ITALIE (CV) 2007
4	A251816	Formación sindical en línea sobre seguridad social - lié à E250387 - lié à P250350	D	10/03/2008 02/05/2008	14	112	ES	MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DES AFFAIRES SOCIALES (ESPAGNE)
5	A251934	Formación sindical en línea sobre pensiones - lié à P250350	D	16/06/2008 08/08/2008	38	608	ES	MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DES AFFAIRES SOCIALES (ESPAGNE)
6	A251991	Formación a distancia para sindicatos de América Latina (Fase II)	D	21/07/2008 27/10/2008	73	2774	ES	ITALIE (CV) 2008
7	A252033	Formación sindical en línea sobre el diálogo social en seguridad social - lié à P250350	D	13/10/2008 19/12/2008	13	208	ES	MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DES AFFAIRES SOCIALES (ESPAGNE)
8	A252087	Formación de formadores en línea - lié à E250387 - lié à P250350	D	17/11/2008 19/12/2008	12	144	ES	MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DES AFFAIRES SOCIALES (ESPAGNE)
Sous-total Amérique					229	3 970		
9	A351872	Training on collective bargaining and corporate social responsibility - labour indicators of CSR	D	01/09/2008 31/10/2008	14	252	EN	ITALIE (CV) 2008
Sous-total Asie					14	252		
10	A452031	Decent work for metalworkers: Follow-up on-line conference - lié à P450469	D	17/11/2008 12/12/2008	9	72	EN	COMMISSION EUROPÉENNE
Sous-total Europe					9	72		
11	A951868	Trainers' evaluation on SoliComm - lié à E910488	D	08/09/2008 31/10/2008	18	288	EN ES	ITALIE MAE (2007)
12	A951922	Distance education conference on website development (year 2008)	D	03/11/2008 31/12/2008	21	336	EN	ITALIE (CV) 2008
13	A951869	Users' evaluation on SoliComm - lié à E910488	D	03/11/2008 19/12/2008	21	252	EN ES	ITALIE MAE (2007)
Sous-total Interrégional					60	876		
TOTAL GÉNÉRAL					327	5 590		

ANNEXE B

PROGRAMME POUR 2009

COURS RÉGULIERS, 2009

	Code	Intitulé (dans la langue d'origine)	Lieu	Dates	Part.	Jours Part.	Langue	Financement
1	A101270	Formation syndicale sur les relations professionnelles	C	23/03/2009 09/04/2009	16	224	FR	OIT CTBO/CT/ACTRAV (08-09) FES
2	A101271	Formation syndicale sur la sécurité et la protection sociale	C	11/05/2009 29/05/2009	15	225	FR	OIT CTBO/CT/AFRIQUE (08-09) ITALIE (CV) 2009 VISITE D'ÉTUDE (EN NATURE)
3	A101273	Trade union training in social security and social protection policies	C	29/06/2009 15/07/2009	15	225	EN	OIT CTBO/CT/ACTRAV (08-09) VISITE D'ÉTUDE (EN NATURE)
4	A201272	Formación sindical sobre las Normas Internacionales del Trabajo de la OIT y la Declaración sobre principios y derechos fundamentales en el lugar de trabajo y su seguimiento	C	18/05/2009 05/06/2009	15	225	ES	OIT CTBO/CT/ACTRAV (08-09)
5	A201275	Formación sindical sobre economía internacional, economía política e integración regional	C	31/08/2009 18/09/2009	15	225	ES	OIT CTBO/CT/ACTRAV (08-09)
6	A301269	Trade union training in information management for trade union research and education	C	09/03/2009 25/03/2009	16	208	EN	OIT CTBO/CT/ACTRAV (08-09) VISITE D'ÉTUDE (EN NATURE)
7	A301274	Trade union training in social security and social protection policies	C	29/06/2009 17/07/2009	15	300	EN	OIT CTBO/CT/ASIE (08-09) ITALIE (CV) 2009 VISITE D'ÉTUDE (EN NATURE)
8	A401268	Labour education methodology for development of labour education systems	C	16/02/2009 27/02/2009	19	190	EN RU	OIT CTBO/CT/ACTRAV (08-09) ITALIE (CV) 2009
9	A501277	Trade union training in occupational safety and health and HIV/AIDS	C	28/09/2009 16/10/2009	15	225	AR	ITALIE (CV) 2009 AUTRES
11	A901278	Trade union training in human rights and international labour standards	C	21/09/2009 02/10/2009	20	200	EN FR ES	ITALIE (CV) 2009 AUTRES
12	A901276	Formação sindical sobre capacitação para a organização	C	28/09/2009 16/10/2009	15	225	PT	OIT CTBO/CT/AFRIQUE (08-09) ITALIE (CV) 2009 VISITE D'ÉTUDE (EN NATURE)

ACTIVITÉS PRÉVUES ET RÉALISÉES (HORS PROJETS) AU 1ER JUIN 2009

Code	Intitulé (dans la langue d'origine)	Lieu	Dates	Part.	Jours Part.	Langue	Financement
Afrique							
A152126	Suivi du réseau de points focaux sur le SIDA pour la formulation de projets (Dakar, Sénégal)	F	23/02/2009 27/02/2009	21	105	FR	ITALIE (CV) 2009
							OIT SIDA GENÈVE
							OIT ACTRAV-GENÈVE
A152182	Trade union training on labour migration (Nouakchott, Manritania)	F	20/07/2009 24/07/2009	20	100	EN	OIT ACTRAV-GENÈVE
A152118	Follow-up trade union course for HIV/AIDS focal points (Johannesburg, South Africa)	F	27/07/2009 31/07/2009	20	100	EN	ITALIE MAE OIT SIDA GENÈVE ONU SIDA
A152125	Déclaration, crise internationale et justice sociale (Lomé, Togo)	F	07/09/2009 11/09/2009	20	100	EN FR	ITALIE MAE 2009 - ACTRAV/CT CSI AFRIQUE
A152121	Suivi sur les NIT, la Déclaration et la liberté syndicale (Kinshasa)	F	26/10/2009 30/10/2009	20	100	FR	RÉGION WALLONNE
A152114	Capacity-building in leadership skills for trade unions in Africa (Nairobi, Kenya)	F	01/12/2009 04/12/2009	18	90	EN	ITALIE (CV) 2009
							OIT CTBO/CT/ACTRAV (08-09)
A151974	Leadership skills in trade unions, ILO conventions and Freedom of Association (Asmara, Eritrea)	F	07/12/2009 11/12/2009	20	100	EN	OIT ACTRAV-GENÈVE
							ITALIE (CV) 2009
A170051	Distance education course on website development	D	30/12/2009 31/12/2009	20		EN	ITALIE (CV) 2009
Amériques							
E250573	Fortalecimiento de la formación en materia de seguridad social, en particular respecto de la viabilidad de los sistemas de protección social, de los agentes sindicales en América Latina - Coordinación (year 2009) - lié à P250350	F	01/01/2009 31/03/2009			ES	MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DES AFFAIRES SOCIALES (ESPAGNE)
A270061	Conferencia de seguimiento en línea sobre formación de formadores en línea (A252087 - 2008) - lié à P250350	D	19/01/2009 30/01/2009	12	48		MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DES AFFAIRES SOCIALES (ESPAGNE)
A270057	Conferencia final del seminario sindical de evaluación y seguimiento sobre jóvenes y empleo (lié à activity A251941-2008)	D	19/01/2009 20/02/2009	6	60		ITALIE (CV) 2008
A270062	Conferencia de seguimiento en línea para libertad sindical, negociación colectiva, y los medios de comunicación (lié à A251940 - 2008)	D	26/01/2009 27/02/2009	6	60		ITALIE (CV) 2008
A270056	Formación sindical en línea sobre el dialogo social en seguridad social - lié à P250350	D	02/02/2009 27/03/2009	5	80	ES	MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DES AFFAIRES SOCIALES (ESPAGNE)
A270058	Formación de formadores en línea	D	02/03/2009 08/05/2009	30	540	ES	ITALIE (CV) 2009

Code	Intitulé (dans la langue d'origine)	Lieu	Dates	Part.	Jours Part.	Langue	Financement
A252115	Foro público: la reforma de la seguridad social con enfoque de género - lié à P250350 (Lima, Peru)	F	04/03/2009 04/03/2009	63	63	ES	MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DES AFFAIRES SOCIALES (ESPAGNE)
A252198	Taller nacional en Paraguay sobre seguridad social para organizaciones sindicales - lié à E250573 - lié à P250350 (Paraguay)	F	09/03/2009 12/03/2009	30	150	ES	MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DES AFFAIRES SOCIALES (ESPAGNE)
A252184	Reunión regional cierre proyecto - lié à E250573 - lié à P250350 (Lima, Peru)	F	16/03/2009 20/03/2009	35	175	ES	MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DES AFFAIRES SOCIALES (ESPAGNE)
A270064	Formación sindical en línea sobre pensiones y seguridad social para sindicatos de Mexico y Chile	D	30/03/2009 22/05/2009	30	480	ES	ITALIE (CV) 2009
A252154	Formación sindical para el desarrollo de competencias sindicales para la promoción del Trabajo Decente y la Declaración de la Justicia Social 2008 en el 90 Aniversario de la OIT (Lima, Perú)	F	04/05/2009 08/05/2009	16	80	ES	ITALIE (CV) 2009
A270049	Desarrollo sostenible y empleo decente	D	04/05/2009 26/06/2009	30	480	ES	ITALIE (CV) 2009
A252119	Formación sindical sobre trabajo, familia y libertad sindical (Santiago de Chile)	F	11/05/2009 15/05/2009	16	80	ES	ITALIE (CV) 2009
A270068	Formación sindical en línea sobre técnicas de comunicación sindical	D	01/06/2009 24/07/2009	30	480	ES	ITALIE (CV) 2009
A201404	Formación tripartita Promoción Convenio 188 - Actividad ACTRAV	C	15/06/2009 19/06/2009	20	100	ES	GOUVERNEMENT ESPAGNOL
A270067	Formación sindical en línea sobre libertad sindical	D	06/07/2009 28/08/2009	30	480	ES	ITALIE (CV) 2009
A270069	Formación sindical en línea sobre técnicas de comunicación sindical	D	03/08/2009 25/09/2009	30	480	ES	ITALIE (CV) 2009
A252155	Derecho del trabajo y relaciones laborales en America Latina (Montevideo)	F	10/08/2009 14/08/2009	20	100	ES	OIT BUREAU RÉGIONAL AUTRES
A252255	Cooperación técnica y gestión de proyectos (Lima, Peru)	F	24/08/2009 28/08/2009	15	150	ES	ITALIE (CV) 2009
A270070	Formación sindical en línea sobre libertad sindical	D	07/09/2009 30/10/2009	30	480	ES	ITALIE (CV) 2009
A201419	Empleo doméstico y conferencia OIT	C	19/10/2009 23/10/2009	20	100	ES	UGT-ISCOD AUTRES
A201402	Técnicas de negociación colectiva en el sector marítimo y pesca	C	02/11/2009 20/11/2009	20	300	ES	GOUVERNEMENT ESPAGNOL
A252156	Protección social a la familia y erradicación del trabajo infantil (Caribe) (Caribe)	F	30/11/2009 04/12/2009	20	100	EN ES	IPEC AUTRES
A252166	Salud y seguridad en el trabajo: estrategia iberoamericana (Buenos Aires, Argentina)	F	30/12/2009 31/12/2009	15	60	ES	SAFEWORK SSOS ISTAS AUTRES

Code	Intitulé (dans la langue d'origine)	Lieu	Dates	Part.	Jours Part.	Langue	Financement
A270059	Formación sindical en línea sobre seguridad social	D	30/12/2009 31/12/2009	30		ES	ITALIE (CV) 2009
A270052	Formación a distancia sobre empleo y género	D	30/12/2009 31/12/2009	20		ES	EUROSOCIAL
A252120	Condiciones de trabajo en las maquilas en Centro América: género y juventud (Tegucigalpa, Honduras)	F	30/12/2009 31/12/2009	20	100	ES	CC.OO AMÉRIQUE CENTRALE ET CARAÏBES
A270047	Formación a distancia en seguridad social y salud y seguridad en el trabajo	D	30/12/2009 31/12/2009	20		ES	ITALIE (CV) 2009
Asie							
A351906	Trade union training for FTUB on decent work for migrant workers (Mae Sot, Thailand)	F	05/01/2009 09/01/2009	28	140	EN	OIT CTBO/CT/ACTRAV (08-09)
A370048	Distance education programme on collective bargaining skills	D	16/03/2009 15/05/2009	20	320	EN	ITALIE (CV) 2009
A301392	Trade union training for ACFTU on trade union organization, structures and management - 1st course (China)	C	20/04/2009 29/04/2009	20	160	EN ZH	ITALIE (CV) 2009
A352097	Trade union training on employment relationships, contractualization and labour law (Singapore)	F	03/08/2009 08/08/2009	20	100	EN	ITALIE (CV) 2009 SNTUC SINGAPOUR
A352234	Training on core labour standards and ILO supervisory mechanism for promotion of Freedom of Association (Bangkok, Thailand)	F	10/08/2009 14/08/2009	20	100	EN	ITALIE (CV) 2009 FES
A352178	Follow up seminar in China for ACFTU (Beijing, China)	F	24/08/2009 28/08/2009	20	100	EN ZH	ACFTU ITALIE (CV) 2009
A301396	Trade union training for ACFTU (China) - 2nd course	C	14/09/2009 23/09/2009	20	160	ZH	ITALIE (CV) 2009 ACFTU (EN NATURE)
A352101	Trade union training on negotiating and collective bargaining skills (focusing on understanding financial information, formulation of charter of demands and strategies for collective bargaining) (Jakarta or Hanoi)	F	05/10/2009 09/10/2009	20	100	EN	ITALIE (CV)2009 FES
A352099	Trade union training on green jobs, sustainable development and workers agenda (Bangkok, Thailand)	F	26/10/2009 30/10/2009	20	100	EN	ITALIE (CV) 2009 OIT BANGKOK
A352100	Trade union training for SPOCTU /Pacific Islands unions (to be decided)	F	02/11/2009 06/11/2009	20	100	EN	ITALIE (CV) 2009 SPOCTU
A352177	Educators workshop on training methodologies (Bangkok) (Bangkok, Thailand)	F	16/11/2009 20/11/2009	20		EN	
A352102	Trade union training for leaders of Federation of Trade Unions (FTUB) Burma (To be decided)	F	14/12/2009 18/12/2009	20	100	EN	ITALIE (CV) 2009

Code	Intitulé (dans la langue d'origine)	Lieu	Dates	Part.	Jours Part.	Langue	Financement
A352108	Trade union training on organizing and decent work for domestic workers (Jakarta, Indonesia)	F	30/12/2009 31/12/2009	20	100	EN	ITALIE (CV) 2009
							CIF-OIT SOCPRO
							OIT BANGKOK
A352098	Trade union training on organizing and social protection in informal economy (Kathmandu, Nepal)	F	30/12/2009 31/12/2009	20	100	EN	ITALIE (CV) 2009
							OIT GENÈVE - HANDICAP
A352124	Follow-up on trade union training on the informal economy (India or Thailand)	F	30/12/2009 31/12/2009	20	100	EN	ITALIE MAE
							ACTRAV ADDIS
							ACTRAV-GENÈVE
Europe							
P410561	Strengthening the Capacity of EMCEF Affiliates for participation in Sectoral Social Dialogue at National and European Level	B-C	01/01/2009 14/12/2009			EN	COMMISSION EUROPÉENNE
E450580	Strengthening the capacity of EMCEF affiliates for participation in sectoral social dialogue at national and European level (year 2009) - lié à P410561 (Europe)	F	01/01/2009 14/12/2009			EN	COMMISSION EUROPÉENNE
A401406	Workshop on European sectoral social dialogue - lié à P410561	C	02/02/2009 06/02/2009	22	110	EN	COMMISSION EUROPÉENNE
A452131	Strengthening the capacity of EMCEF affiliates in Croatia, Macedonia, Malta and Slovenia for participation in sectoral social dialogue at national and European level - lié à P410561 (Croatia)	F	06/04/2009 08/04/2009	22	66	EN	COMMISSION EUROPÉENNE
A452133	International workshop lié à the plenary session of European sectoral social dialogue committee for chemical industry - lié à P410561 (Brussels)	F	12/05/2009 14/05/2009	15	30	EN	COMMISSION EUROPÉENNE
A452132	Strengthening the capacity of EMCEF affiliates in Czech Republic, Hungary and Slovak Republic for participation in sectoral social dialogue at national and European level - lié à P410561 (Piestany, Slovak Republic)	F	09/06/2009 11/06/2009	20	60	EN	COMMISSION EUROPÉENNE
A401393	ICEM-IUF capacity-building for regional secretaries in the Balkans	C	22/06/2009 26/06/2009	25	125	EN	FES
							ITALIE (CV) 2009
							OIT CTBO
							AUTOFINANCEMENT
A452129	Strengthening the capacity of EMCEF affiliates in Cyprus, Estonia, Latvia and Lithuania for participation in sectoral social dialogue at national and European level - lié à P410561 (Latvia)	F	01/07/2009 03/07/2009	20	60	EN	COMMISSION EUROPÉENNE
A452240	Technical course aimed at capacity building for workers (lié à Project P450509) - lié à P450509 (Kiev, Ukraine)	F	27/07/2009 31/07/2009	15	45	EN	COMMUNAUTÉ FLAMANDE

Code	Intitulé (dans la langue d'origine)	Lieu	Dates	Part.	Jours Part.	Langue	Financement
A401395	Economic and financial crisis	C	02/09/2009 04/09/2009	25	75	EN FR	CES ISE-RFSS
A401394	Training on communication and leadership for young trade unionists	C	21/09/2009 25/09/2009	20	100	EN	LO-DANEMARK
							OIT CTBO
							ITALIE (CV) 2009
							DIVERS
A452134	Closing bipartite workshop on connecting to EU level sectoral social dialogue: lessons learned and perspectives for social partners - lié à P410561 (Budapest, Hungary)	F	08/12/2009 10/12/2009	35	105	EN	COMMISSION EUROPEENNE
A401398	Decent work for migrant workers in global economy	C	30/12/2009 31/12/2009	25	100	EN FR	CES ISE-RFSS
A452130	Strengthening the capacity of EMCEF affiliates in Bulgaria, Poland, Romania and Turkey for participation in sectoral social dialogue at national and European level - lié à P410561 (Turkey)	F	30/12/2009 31/12/2009	20	60	EN	COMMISSION EUROPEENNE
États arabes							
A501446	Trade union training for Workers' Committee in Gulf countries and Saudi Arabia	C	10/08/2009 14/08/2009	20	100	EN AR	OIT ACTRAV-GENÈVE
Interrégional							
C900153	Development of trade union training material (year 2009)	C	01/01/2009 31/12/2009			EN	OIT CTBO/CT/ACTRAV (08-09)
							ITALIE (CV) 2009
A951922	Distance education conference on website development (year 2009)	D	01/01/2009 30/04/2009	30	1020	EN	ITALIE MAE (CV)
E910488	Technical services - ACTRAV (year 2009)	C	01/01/2009 31/03/2009			EN	ITALIE (CV) 2008
E910524	Programme development for Workers' Programme (year 2009)	C	01/01/2009 31/12/2009			EN	DIVERS
A970060	Follow-up online conference for trainers' evaluation conference on the SoliComm platform (A951868 - 2008)	D	12/01/2009 06/02/2009	18	144		
A970063	Follow-up online conference for training course on inter-regional training in human and trade union rights (lié à A901029 - 2008)	D	26/01/2009 27/02/2009	26	260		ITALIE (CV) 2008
A970050	Distance education course on information technology for full ICDL certificate	D	14/04/2009 23/10/2009	30	1680	EN	ITALIE (CV) 2009
E910617	IMF School 2009	C	29/06/2009 10/07/2009			EN	FIM
A952127	Distance education course on information technology for full ICDL certificate (Mombasa, Kenya)	F	23/11/2009 04/12/2009	20	200	EN	ITALIE (CV) 2009
A901401	SIDA, HIV/AIDS (Caraïbes, Europe, Asie)	C	30/11/2009 04/12/2009	20	100	EN FR PT	ONU SIDA OIT SIDA GENÈVE
A901226	Workshop on employment relationship recommendation	C	30/12/2009 31/12/2009	20	100	EN	ITALIE (CV) 2008

Code	Intitulé (dans la langue d'origine)	Lieu	Dates	Part.	Jours Part.	Langue	Financement
A952123	Trade union training on climate change, food crises and social protection	F	30/12/2009 31/12/2009	20	200	EN ES	GOUVERNEMENT ESPAGNOL

ANNEXE C

COURS PROPOSÉS POUR 2010

Programme des activités pour les travailleurs

PLAN INDICATIF POUR 2010

ACTIVITÉS À TURIN

CODE	INTITULÉ	DATES	SEM.	PART.	LGUE	VISITES D'ÉTUDE	FINANCEMENT
AFRIQUE							
	Économie internationale et crise mondiale		3	15	EN		CTBO/ACTRAV/CT
	Syndicats et communication		3	15	FR		CTBO/AFRIQUE/CT ITALIE +AUTRES
	SST et VIH/SIDA (Afrique anglophone + Caraïbes)		3	15	EN		CTBO/ACTRAV/CT ITALIE +AUTRES
AMÉRIQUES							
	Syndicats et sécurité sociale		3	15	ES		CTBO/ACTRAV/CT
	Formation de formateurs, avec accent spécial sur l'enseignement à distance		3	15	ES		CTBO/AMÉRIQUES/CT ITALIE +AUTRES
ASIE							
	Analyse économique et financière des entreprises pour la négociation collective		3	15	EN		CTBO/ACTRAV/CT
	Normes internationales du travail et liberté syndicale		3	15	EN		CTBO/ASIE/CT ITALIE + DIVERS
EUROPE							
	Emploi et économie non structurée		3	15	RU		CTBO/ACTRAV/CT ITALIE + DIVERS

CODE	INTITULÉ	DATES	SEM.	PART.	LGUE	VISITES D'ÉTUDE	FINANCEMENT
ÉTATS ARABES							
	Syndicats et négociation collective	3	15		AR		CTBO/ACTRAV/CT ITALIE + DIVERS
INTERRÉGIONAL							
	Syndicats et sécurité sociale	2	15		EN(*)		CTBO/ACTRAV/CT ITALIE + DIVERS
	Justice sociale pour une mondialisation juste et crise	2	15		EN(*)		CTBO/ACTRAV/CT ITALIE + DIVERS
	Syndicats et négociation collective (Afrique lusophone + Brésil)	3	15		PT		CTBO/ACTRAV/CT ITALIE + DIVERS

(*)Une langue supplémentaire pourrait être ajoutée

ANNEXE D

COURS PROPOSÉS POUR 2011

Programme des activités pour les travailleurs

PLAN INDICATIF POUR 2011

ACTIVITÉS À TURIN

CODE	INTITULÉ	DATES	SEM.	PART.	LGUE	VISITES D'ÉTUDE	FINANCEMENT
AFRIQUE							
	Syndicats et technologies de l'information		3	15	EN		CTBO/ACTRAV/CT
	SST et VIH/SIDA		3	15	FR		CTBO/AFRICA/CT ITALIE + DIVERS
	Syndicats et négociation collective		3	15	FR		CTBO/ACTRAV/CT ITALIE + DIVERS
AMÉRIQUES							
	Syndicats et communication		3	15	ES		CTBO/ATRAV/CT
	Organisation et réforme de la structure syndicale		3	15	ES		CTBO/AMÉRIQUES/CT ITALIE + DIVERS
ASIE							
	SST et VIH/SIDA		3	15	EN		CTBO/ACTRAV/CT
	Relations d'emploi et droits des travailleurs		3	15	EN		CTBO/ASIE/CT ITALIE + DIVERS
EUROPE							
	Syndicats et sécurité sociale		3	15	EN		CTBO/ACTRAV/CT ITALIE + DIVERS
ÉTATS ARABES							
	Relations professionnelles		3		AR		CTBO/ACTRAV/CT ITALIE + DIVERS

CODE	INTITULÉ	DATES	SEM.	PART.	LGUE	VISITES D'ÉTUDE	FINANCEMENT
INTERRÉGIONAL							
	Droits syndicats et normes internationales du travail (travailleurs domestiques)		2	15	EN*		CTBO/ACTRAV/CT ITALIE + DIVERS
	Systèmes de formation syndicale		2	15	EN*		CTBO/ACTRAV/CT ITALIE + DIVERS
	Normes internationales du travail et Déclaration relative aux droits fondamentaux (Afrique lusophone + Brésil)		3	15	PT		CTBO/ACTRAV/CT ITALIE + DIVERS

(*) Une langue supplémentaire pourrait être ajoutée



CENTRE INTERNATIONAL
DE FORMATION DE L'OIT

CC71/4/b
71^e session

Conseil du Centre

Turin, 5-6 novembre 2009

POUR INFORMATION

QUATRIÈME QUESTION À L'ORDRE DU JOUR

**Comité sur les activités de formation
pour les employeurs du Centre
international de formation de
l'Organisation internationale du Travail**

Rapport de synthèse de la 27^e session, tenue le 28 et 29 mai 2009

Rapport de synthèse de la 27e session du Comité sur les activités de formation pour les employeurs

**Tenue les 28 et 29 mai 2009 au
Centre international de formation de l'OIT, Turin**

Membres présent

M. A. Dahlan
M. A. Moore
M. F. Muia
Mme J. Mugo
Mme A. Muñoz
M. C. Renique

M. F. Eyraud
M. D. Arrigotti
M. A. Graziosi
M. A. De Koster

Observateurs:

M. G. Barbieri
Mme S. Cavazza
Mme M. Cerdeiro
M. F. Fonseca
Mme B. Maino
M. F. Martin Daza
Mme A. Molz
M. V. Nebuloni
M. R. Poppe
M. P. Rademaker
M. P. Salvai
Mme J. Schmitt
Mme T. Tekle
M. P. Tomlinson
Mme S. Turco
Mme Y. Tzvetkova
Mme R. Zingara

Remarques liminaires

1. *M. C. Renique*, Président, ouvre la réunion et présente l'ordre du jour. Le Président, en raison des contraintes de temps, suggère de présenter en ouverture de la réunion les conclusions qui ont été débattues lors de la réunion préparatoire du Comité. Ces conclusions étaient les suivantes:

Le Comité sur les activités de formation pour les employeurs a examiné les activités du Programme d'activités pour les employeurs en 2008. Il estime que les résultats obtenus, aussi bien quantitatifs que qualitatifs, sont excellents.

Le Comité approuve le plan de travail pour 2009. Étant donné la limitation des ressources humaines disponibles, il reconnaît avec regret l'impossibilité de poursuivre l'élargissement de la diffusion et admet la nécessité de mettre davantage l'accent sur la qualité, l'innovation et l'impact du programme existant.

Le Comité a toutefois noté, au cours de l'évolution des années passées, le potentiel élevé du Programme, en direction des mandants des employeurs aussi bien que des bailleurs de fonds, et son rendement et ses avantages pour l'ensemble du CIF de l'OIT. Il appelle la direction du CIF-OIT à allouer davantage de ressources financières et humaines au Programme d'activités pour les employeurs, à saisir ces occasions et à favoriser un effort de participation et de formation plus important pour le groupe des employeurs, qui, en tant qu'élément constitutif à part entière de l'OIT, devrait être à parité avec la participation des autres éléments pour bénéficier des initiatives de développement des capacités du CIF-OIT.

Le Comité insiste en particulier pour que le poste sur projet, financé conjointement par les ressources centrales du CIF-OIT et par les projets du Programme, soit reconduit pour les prochaines années. Il insiste aussi sur la nécessité de trouver une solution pour remplacer le poste professionnel, dont le détachement au Programme a pris fin au début de 2009.

Le Comité exprime par ailleurs sa préoccupation quant au financement futur de l'ensemble du CIF-OIT. Il rappelle la déclaration conjointe des partenaires sociaux qui, devant la commission PFA réunie à Genève en mars 2009, ont réitéré avec force l'appui des partenaires sociaux dans la perspective d'un avenir durable pour le CIF-OIT. Le Comité exprime son souhait d'être étroitement associé aux discussions sur l'avenir du CIF-OIT en référence à la déclaration commune; il attend l'implication des programmes des activités pour les employeurs et pour les travailleurs du CIF dans l'élaboration du plan stratégique du CIF à Turin, qui devrait être rédigé en temps utile avant la réunion du Conseil en novembre.

Le Comité invite le Programme et l'ensemble du CIF-OIT à explorer plus en détail un modèle complémentaire de diffusion de la formation afin d'en multiplier l'impact. Une approche envisageable pourrait consister à établir des partenariats avec des organisations nationales en vue de renforcer les initiatives de formation dans un pays ou une région, en mettant davantage l'accent sur la formation de formateurs, la diffusion de matériel de formation, etc.

Le Comité accueille avec satisfaction la prochaine formation tripartite organisée par le CIF-OIT sur la crise économique, ses effets et les mesures à prendre. Il demande que le programme ACT/EMP participe activement à la conception de la formation du cours. Il recommande également qu'une partie du cours soit spécifiquement ciblée sur les employeurs et leurs organisations, l'orientation étant assurée par ACT/EMP Turin.

Le Comité demande que l'on prête davantage d'attention à la participation des employeurs aux formations offertes par les unités du CIF-OIT autres qu'ACT/EMP: afin d'atteindre cet objectif, il conviendrait de veiller plus attentivement à ce que l'offre de formation soit de plus courte durée, qu'elle traite de thèmes pertinents pour les employeurs et qu'elle soit organisée selon un dispositif de planification laissant aux organisations un temps suffisant pour choisir les participants appropriés.

2. *M. F. Eyraud, Directeur du Centre de Turin*, salue cordialement les membres du Comité.

Il prend la parole pour attirer l'attention de l'auditoire sur les ressources. Selon lui, une augmentation de la contribution volontaire italienne est peu probable; au contraire, nous avons connu une réduction de cette contribution (décidée avant la crise financière actuelle), et nous viserons à la stabiliser.

Selon un scénario analogue, estime M. Eyraud, le Centre devra faire face à une biennie difficile, qui coïncide aussi, actuellement, avec le terme de l'exercice biennal de l'OIT: il devrait donc maintenir ses normes mais faire preuve de prudence dans ses projets de croissance.

M. Eyraud souligne également qu'il est important, pour ACT/EMP, d'être en mesure de discerner et de promouvoir des sources de financement substitutives à la contribution volontaire italienne. Entre autres peuvent être mentionnés les fonds d'ACT/EMP provenant de l'OIT, des projets d'autres bailleurs de fonds (DECP, Espagne, Commission européenne) et les organisations d'employeurs des pays développés.

M. Eyraud félicite l'équipe d'ACT/EMP Turin pour les excellents résultats obtenus en termes de croissance aux points de vue quantitatif et qualitatif. Il envisage un nouvel effort de stabilisation, d'augmentation de la qualité et de renforcement du produit central, qui est le cours général « L'organisation d'employeurs efficace ». Il suggère de poursuivre la collaboration avec les collègues d'autres unités, comme DELTA, pour impulser le développement des cours de formation de formateurs et améliorer la méthodologie de l'apprentissage.

3. *M. A. Graziosi, Directeur de la formation*, se joint au Directeur pour féliciter le Programme ACT/EMP Turin, ainsi qu'ACT/EMP Genève et l'OIE.

M. Graziosi analyse le modèle d'entreprise du Centre, qui est basé, selon lui, sur une forte orientation vers l'OIT en dépit d'une contribution financière relativement faible de celle-ci (22% en 2007; pour 2008, les estimations indiquent que la contribution financière de l'OIT a été inférieure à 20%), compensée par une importante contribution volontaire italienne, dont la flexibilité a, dans le passé, permis une allocation de ressources conforme aux priorités stratégiques de l'OIT et aux demandes qui se faisaient jour.

Selon lui, en prévision d'une année 2009 relativement prévisible et d'une année 2010 plus difficile, le Centre pourrait tirer profit du fait que l'OIT affecte pour cette année à ses activités des ressources en glissement, ce qui permettrait au Centre de reprogrammer une partie des fonds italiens en 2010.

Selon lui, en prévision d'une année 2009 relativement prévisible et d'une année 2010 plus difficile, le Centre pourrait tirer profit du fait que l'OIT affecte pour cette année à ses activités des ressources en glissement, ce qui permettrait au Centre de reprogrammer une partie des fonds italiens en 2010.

Dans une perspective plus large, il envisage dans l'avenir une implication plus approfondie du Centre dans la planification et la conception des objectifs opérationnels de l'OIT.

M. Graziosi examine ensuite la visibilité et la participation des employeurs aux cours organisés par d'autres unités à l'intérieur du Centre, participation qui apparaît en déclin en 2009 par rapport à 2008.

Selon lui, la participation des partenaires sociaux est également liée au processus de mobilisation de ressources et a certainement été influencée par une offre accrue de projets spécifiques aux employeurs ou aux travailleurs, qui a occasionné une réduction de la participation aux cours tripartites.

4. *M. Renique donne la parole à M. A. Moore*, qui souligne qu'il importe de considérer l'offre de formations comme l'activité fondamentale du Centre pour les représentants des employeurs, des travailleurs et des gouvernements.

Il poursuit en demandant des éclaircissements sur la stratégie qui sera appliquée dans le futur pour l'utilisation de l'épargne au sein de l'organisation, sur un éventuel plan de réduction du personnel visant à faire face aux difficultés financières et sur l'actuel système de contribution aux coûts fixes.

5. *M. D. Arrigotti, Directeur adjoint du Centre*, prend la parole pour répondre et se félicite de la réduction relativement limitée de la contribution volontaire italienne destinée au Centre, par comparaison avec la réduction générale globale des fonds italiens affectés à la coopération technique. Selon lui, le Centre demeure le deuxième des principaux bénéficiaires de la contribution volontaire italienne après l'UNDESA.

En ce qui concerne les mesures prévues pour faire face à la crise, M. Arrigotti indique que la tendance a été, au cours des dernières années, au déplacement du personnel de l'administration vers les programmes de formation chaque fois que cela était possible; il précise toutefois qu'en cas de réduction générale importante du personnel, le personnel des unités chargées de dispenser les formations serait également réduit.

En ce qui concerne les coûts fixes du Centre, dont l'essentiel est représenté par les salaires, M. Arrigotti souligne que des efforts considérables ont été déployés au fil des ans pour les réduire et rentabiliser les dépenses; néanmoins, la prévention et la sécurité et la santé au travail sont des secteurs dans lesquels les coûts ne peuvent être réduits sans compromettre les conditions de travail décentes assurées au personnel.

6. *M. A. Dahlan* intervient pour attirer l'attention sur les solutions de substitution possibles pour générer des revenus complémentaires dans une perspective d'entreprise. Il se demande si la recherche et les publications destinées aux

employeurs, aux travailleurs et aux gouvernements pourraient être un moyen d'attirer des financements complémentaires.

7. *Mme J. Mugo* fait remarquer que la force des organisations n'est autre que celle de leur personnel et réitère sa demande de maintien du poste professionnel sur projet à ACT/EMP Turin. Elle estime que l'OIT devrait augmenter sa contribution financière au Centre dans le cadre d'une planification financière à long terme.
8. *M. Eyraud* confirme que la Direction est disposée à maintenir le poste professionnel sur projet dans l'équipe et souligne l'importance de l'aptitude à travailler dans les trois langues officielles de l'OIT. Il indique également que le Centre de Turin devrait avoir accès à des ressources de la coopération technique comme le CSBO.

En réponse à la question de M. Dahlan, le Directeur note qu'il est important d'avoir une perspective d'entreprise. Toutefois, il souligne aussi que le Centre a continuellement relevé un défi: maintenir un équilibre entre les activités qui sont parfaitement appropriées aux objectifs de l'OIT mais moins commercialisables, et celles qui sont moins appropriées mais plus attractives sur le marché.

9. *M. Graziosi* fait remarquer qu'outre la contribution aux coûts fixes, il existe plusieurs projets traités par le Centre au cas par cas, mais qui ne représentent pas un financement structurel.

Selon lui, il existe certainement à l'heure actuelle plusieurs opinions différentes sur l'avenir du Centre; toutefois, de manière générale, la direction n'est pas pessimiste.

Conclusions et remarques finales

10. *M. C. Renique* accueille avec satisfaction la remarque par laquelle le Directeur a réaffirmé l'intention de la direction de maintenir les capacités d'ACT/EMP et clôt la réunion à 11 h 35.